



Armée européenne: la France seule

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 30 avril 2021

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Militarisation](#)

La question de la création d'une armée européenne faisait les titres des médias français en 2018. On lisait, «le chef de l'Etat [Emmanuel Macron] plaide pour la création d'une «vraie armée européenne». Depuis, c'est le silence sur ce projet.

Rien que le rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE via la Commission des affaires étrangères avec le rapporteur Sven Mikser publié en décembre dernier confirme l'enterrement de cette idée d'armée européenne, expliquant le silence assourdissant du président français sur ce sujet.

Le président français, Emmanuel Macron, fraîchement élu, avait pris ce dossier d'armée européenne à bras-le-corps. On se souvient du sous-titre du *Point*: *Le chef de l'Etat plaide pour la création d'une «vraie armée européenne»*. Le titre de l'article d'Emmanuel Berretta, rédacteur en chef France du magazine, annonçait déjà un échec cuisant pour le projet du président français: *L'armée européenne voulue par Emmanuel Macron face à ses chimères*. Dès 2018 et juste après avoir lancé cette idée de la création d'une armée européenne, ce projet séduisant était déjà irréalisable.

Utopie et réalité. *Le Point* [écrivait](#) encore en 2018: «Arnaud Danjean, eurodéputé LR, à qui Macron avait commandé la «revue stratégique de la sécurité et de la défense nationale», met en garde contre cette «utopie». Le rapport annuel de l'UE pour l'année 2020 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune [signe](#) définitivement l'écrasement de l'utopie du président Emmanuel Macron par la réalité politique de l'UE en ce qui concerne la création d'une armée européenne.

Ce rapport est basé sur une liste d'autres décisions comme: rapport sur le Fonds européen de la défense 2021-2027; résolution du 17 septembre 2020 intitulée «Exportations d'armements: mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC»; deuxième rapport d'étape sur les priorités 2019-2021 de l'Union européenne et des Nations unies concernant les opérations de paix et la gestion des crises; cinquième rapport du 16 juin 2020 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'ensemble commun de propositions approuvé par les Conseils de l'Union européenne et de l'Otan les 6 décembre 2016 et 5 décembre 2017».

La conclusion du rapport annuel de l'UE est sans appel. Celui-ci, qui ne parle pas de la création d'une armée européenne, mais du renforcement du financement de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), «rappelle que l'Otan reste la pierre angulaire de la défense collective pour les Etats membres qui sont également membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, comme le reconnaît explicitement le traité FUE» et «que la coopération entre l'Union européenne et l'Otan devrait être complémentaire et respectueuse des spécificités et des rôles de chacune de ces deux institutions, et devrait

éviter toute duplication ou tout remplacement inutile des structures». Il «rappelle que la coopération en matière de défense est l'un des piliers de la coopération transatlantique et qu'elle demeure primordiale pour la sécurité mutuelle des pays alliés et partenaires; réaffirme dès lors la nécessité de renforcer ces relations; rappelle que, conformément au principe du «réservoir unique de forces », le développement des capacités de défense de l'Union n'exerce pas une pression concurrentielle suffisante pour menacer l'Alliance et qu'il sera bénéfique pour les pays qui sont parties à la fois à la PSDC et à l'Otan». Ce rapport «rappelle également qu'une coopération plus efficace en matière de sécurité et de défense de l'Union devrait être considérée comme un facteur permettant de renforcer le pilier européen de l'Otan».

Dans un rapport [publié](#) en janvier 2021 et commandité par la Commission de la Défense nationale et des forces armées et la Commission des Affaires européennes et confié respectivement à Natalia Pouzyreff (LREM) et Michèle Tabarot (LR) (deux députées françaises), le mot d'armée européenne est absent alors qu'il traite de la Coopération structurée permanente (CSP), qui est le cadre de coopération entre les Etats membres, au sein duquel sont mis en œuvre les projets visant à augmenter les capacités de défense européennes.

Lors de [l'audition](#) à la Commission de la défense du général Eberhard Zorn, le mercredi 17 mars 2021, où était présente Natalia Pouzyreff, membre de la commission de la défense et coordinatrice du groupe de travail «Politiques étrangère et de défense» de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, le grand chef de la Bundeswehr a clairement dit non à l'idée de la création d'une armée européenne dans l'immédiat: «On [l'Allemagne] a besoin des soutiens des américains quand il s'agit de transports aériens stratégiques, de fournisseurs ou du spatial ou de la dissuasion nucléaire»; «On a besoin du soutien des Etats-Unis avant que le pilier européen de l'Otan et que l'armée européenne deviennent une réalité».

Même si la ministre française des Armées, Florence Parly a [montré](#) une position rassurante lors de la conférence de presse conjointe du 20 avril dernier avec Annegret Kramp-Karrenbauer, la ministre allemande de la Défense, en parlant, «d'une grande confiance mutuelle et d'un partenariat opérationnel éprouvé entre nos deux pays» ou que «nous poursuivons depuis 2017 un objectif extrêmement ambitieux: doter nos armées respectives d'un nouvel avion de combat commun (...) le Scaf», le général Eberhard Zorn a, lui, bien envisagé le Scaf pas avant 2040.

Un seul député français a dénoncé lors de l'audition du 17 mars cette Allemagne qui empêche la France et l'Europe d'avoir cette armée européenne rapidement: Bastien Lachaud de La France insoumise. Celui-ci a souligné que l'Allemagne ne respecte pas des accords et met en difficulté le projet Scaf et de char MSGC en investissant dans des armements non européens.

N.B. Natalia Pouzyreff (LREM) contacté par *Observateur Continental* a refusé un entretien: «Après recherche sur le média (...), nous ne souhaitons pas donner suite»

Olivier Renault

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca